

Académie de Nantes
le 05/12/2012



À l'été 1940, en France et dans l'Empire disparaissent toutes les libertés individuelles et collectives acquises par les Français depuis la Révolution française dont celle de communiquer librement traduite par les droits fondamentaux : de penser,

d'exprimer (parler), de s'exprimer (écrire, éditer, diffuser, manifester, etc.), de circuler et de s'associer (associations, syndicats, partis).

L'exercice de ces droits recouvre, en partie, ce que nous nommons aujourd'hui communication*.

A l'été 1940, en 3 semaines, 3 dates signent l'effondrement militaire et politique de la France et l'instauration de régimes dictatoriaux.

Le 17 juin 1940, Philippe Pétain demande à l'armée qui se bat courageusement de cesser le combat. Cette capitulation entraîne la capture de près de 2 millions de prisonniers de guerre.

Le 25 juin 1940 entre en vigueur un armistice signé avec l'Allemagne et l'Italie, alors que la France peut compter sur un vaste Empire pour continuer la guerre. Cette abdication, autorise l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste à piller la France, à l'émietter en de multiples zones et à en annexer* et occuper les 2/3, séparés du reste du territoire par de véritables frontières dont la plus importante est la ligne de démarcation. Le traité engage aussi les autorités françaises qui se sont soumises à collaborer avec ceux qu'ils reconnaissent comme les vainqueurs (voir carte).

Le 10 juillet 1940, à Vichy, une chambre (assemblée nationale et sénat) réduite et apeurée vote l'assassinat de la République et la création d'un État français (voulu par Hitler et Mussolini, les dictateurs allemand et italien).

Pour assurer leur pouvoir, les nouveaux maîtres de la France - l'État français et les occupants allemands et italiens (jusqu'à l'été 1943) - installent et organisent simultanément un ordre répressif et un ordre oppressif visant à obtenir sinon l'adhésion du moins la docilité ou la passivité des habitants de France et de l'Empire*. À cette fin, il leur faut rayer de la culture du peuple français l'héritage politique et social de 1789, substituer à la devise "Liberté, égalité, fraternité" celle de "Croire, obéir et servir". Cette stratégie est fondée sur leur idéologie et leur projet d'édifier une nouvelle société : hiérarchique et autoritaire, "européenne" fondée sur le racisme (incluant l'antisémitisme) présenté par les nazis

comme la philosophie "révolutionnaire" du XXème siècle.

Pour parvenir à leurs fins, l'arme la plus efficace – déjà fourbie contre les peuples italien et allemand – est la mise en condition de l'opinion par une propagande intensive.

De l'été 1940 à l'été 1944, en métropole*, dans toutes les zones, l'État français, l'occupant allemand et italien seuls ou conjointement détiennent le monopole total de la communication et le contrôle complet des communications (transports terre-air-mer, téléphonie, émissions hertziennes, etc.).

Les lois qu'ils mettent immédiatement en place la dureté et la constance des mesures répressives qu'ils développent contre toutes les formes de communications interdites (en premier lieu la presse clandestine de la Résistance) montrent parfaitement l'importance cruciale qu'ils attachent au maintien de ce monopole.

Deux organismes administrent ce contrôle d'état sur l'information et la communication*. La *Propaganda Abteilung* (section de propagande), une des sections de l'administration militaire allemande en France, siège à l'hôtel Majestic à Paris. Elle est rattachée directement à Berlin aux services de Goebbels, ministre de la propagande du IIIème Reich. Le secrétariat général à l'information et à la propagande qui dépend directement du chef du gouvernement français siège, quant à lui, à l'hôtel de la Paix à Vichy.

Les deux institutions contrôlent tout ce qui peut être lu, entendu et vu par la population.

Elles détiennent les sources de l'information (agences de presse). Elles possèdent ou contrôlent les émetteurs de l'information (société de presse, station de radio et relais hertziens, studios et productions cinéma). Elles contrôlent le contenu de l'information (notes et consignes aux journalistes, censure). Elles ont la haute main sur les services de

diffusion (messagerie). Enfin l'occupant allemand contrôle la répartition du papier journal dans les deux zones ainsi que la production et la vente de toutes les machines et fournitures nécessaires à la réalisation d'imprimés, d'images ou de sons (machines à écrire, à imprimer, encres, pellicules, appareils photos, ampoules, quartz, etc.).

De plus, l'ambassadeur d'Allemagne en France, Otto Abetz (présent à Paris depuis 1938) poursuit activement sa politique de corruption morale et financière de tout ceux qui – individu ou groupe- peuvent influencer l'opinion française en faveur de l'Allemagne nazie. À titre d'exemple, des voyages à Berlin sont organisés pour des journalistes ou des artistes de renom.

L'emprise sur la communication s'exerce, en premier lieu, via la presse (écrite, parlée, filmée), l'édition (livres et brochures), la publicité.

Dans la société française, avant-guerre, c'est avant tout la presse - écrite (surtout les journaux quotidiens régionaux et locaux), parlée et filmée (actualités cinématographiques) – qui informait et formait l'opinion publique. Logiquement, dès l'été 1940, c'est à cette presse autorisée par les nouveaux pouvoirs qu'est assignée la tâche de bourrer les crânes.

Habilement, l'État français et les occupants masquent leur entreprise en maintenant une apparente abondance et diversité de médias. À l'exception des deux grands titres des partis de gauche (*L'Humanité*, interdite et *Le Populaire*, sabordé) et de quelques journaux de droite hostiles à l'armistice (*L'Ordre* et *L'Époque*), des centaines de titres autorisés (quotidiens nationaux, régionaux, hebdomadaires, magazines, revues, etc.) continuent de paraître, sous contrôle, dans toutes les zones*.

De Paris et de Vichy, deux radios diffusent sur l'ensemble du territoire. Si Radio Paris est entièrement aux mains de la *Propaganda Abteilung* son personnel est français et rémunéré par l'État français. Radio diffusion nationale (Radio Vichy) est la radio officielle de l'État français.

Deux chroniqueurs politiques se distinguent sur leurs ondes : Jean Hérold Paquis, commentateur militaire, et Philippe Henriot, secrétaire d'État de l'information et de la propagande de l'État français. Dans le même temps, de puissants systèmes de brouillage sont mis en place pour rendre inaudible l'écoute par la population des radios libres étrangères, en premier lieu la radio anglaise.

Enfin, des moyens importants sont attribués à la production d'actualités filmées diffusées dans toutes les salles de cinéma avant la projection des films.

Mais, cette chape de plomb imposée à la population est aggravée de nombreuses autres manières.

D'abord, les autorités occupent etaturent l'espace public des signes de leur puissance. Ainsi, dans les zones annexées ou occupées, les routes et les rues sont jalonnées de panneaux signalétiques en langue étrangère, les bâtiments publics accrochent en façade les noms des sièges des nouveaux pouvoirs et de leurs administrations tel *Kommandantur* et arborent leurs emblèmes (le drapeau nazi à croix gammée ou le drapeau italien avec le faisceau fasciste).

Dans toutes les zones, les espaces publics des villages et des villes se couvrent d'immenses placards obséquieux ("Faites confiance..."), prétentieux ("Victoria") ou menaçants ("Avis") ou sont investis par des manifestations qui affichent de manière obscène la force des nouveaux maîtres (défilés et parades, etc.).

Les administrations et services publics français sont instrumentalisés à des fins de propagande du nouveau régime. À titre d'exemple, dans tous les établissements scolaires de France la journée de classe débute par l'exécution de la chanson "Maréchal, nous voilà" (hymne à la gloire de Pétain). Des organismes officiels et obligatoires sont créés pour mettre au pas la population, l'encadrer et lui diffuser "l'esprit nouveau" résumé par les 3 verbes "Croire, obéir, servir" : ce sont les chantiers de la jeunesse pour les jeunes

travailleurs, la légion des combattants pour les anciens combattants ou les corporations professionnelles pour de nombreux métiers de tous les secteurs d'activité. Toutes les productions intellectuelles et artistiques épurées et censurées sont asservies à cette besogne : le cinéma, très populaire, en premier lieu (par exemple *le Juif Süss*). Toutes les manifestations publiques autorisées y compris commerciales ou sportives sont polluées par l'omniprésence des signes de l'ordre nouveau imposé par l'État français et les occupants allemands ou italiens (exemple portraits ou franciques géants de Pétain).

Trois grandes expositions (antimaçonique, antijuive et anti communiste) sont créées par des équipes de propagandistes de l'occupant allemand et de l'État français et parcourent les grandes villes de la métropole entre 1940 et 1944.

Outre les entraves (et les risques) à circuler librement entre zones ou à l'intérieur de chacune d'elle, le courrier postal et les échanges téléphoniques sont étroitement et en permanence surveillés de multiples façons. Par exemple, entre la zone d'occupation allemande et la zone non-occupée ne transitent que des messages écrits sur des cartes non mises sous enveloppe et pré-imprimées imposant ainsi à l'expéditeur les thèmes de sa correspondance.

Enfin, dans la société française des personnalités de l'avant-guerre du monde de l'économie, de la politique ou de la culture, la hiérarchie de l'Église catholique, les chefs d'associations, de syndicats et de partis autorisés et collaborationnistes participent publiquement à cette entreprise d'asservissement des esprits tel l'écrivain Louis-Ferdinand Céline prononçant à Paris le discours inaugural de l'Institut aux questions juives.

Suivant les zones et les grandes phases de la guerre et de l'occupation (voir carte), les formes et les thèmes de cette politique varient. Cependant, les évolutions du cours de la guerre en faveur des Alliés et la

force croissante des résistances des peuples en Europe, en premier lieu de la Résistance en France donnent un tour de plus en plus terroriste à leurs propagandes appelant et justifiant la mise à mort voire le crime de masse contre tout ceux jugés ennemis de l'ordre nouveau. ("Les circonstances de la bataille pourront conduire l'armée allemande à prendre des dispositions spéciales dans les zones de combat. Acceptez cette nécessité,..." discours radio + affiche de Pétain du 7 juin 44 Tulle 9 juin 99 pendus, Oradour 10 juin 642 massacrés).

À ceux qui, dès 1940, refusent de considérer comme définitif l'effondrement et la mise en tutelle du pays apparaît tout de suite la nécessité d'exprimer et de faire savoir, de France ou de l'étranger, qu'il existe une autre voie et d'autres voix que celles de la capitulation. Briser ce monopole de la communication et des communications est donc une des tâches initiales, essentielles et permanentes des résistants et des organisations de la Résistance à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

À l'été 1940 et durant la 1ère année d'occupation les premiers gestes et expressions de refus sont naturellement peu nombreux. Ils sont peu audibles et surtout peu crédibles pour l'immense majorité de la population sous le choc de la force apparemment invincible des ennemis, en proie à mille soucis dont le sort des presque 2 millions de PG. Communiquer pour faire savoir et faire réagir sera le premier thème abordé par mon exposé.

La réalisation de cette première mission que s'assignent les Résistants (comme toutes les autres) nécessite qu'ils s'organisent et face à la puissance de l'ennemi, aux dangers mortels qu'il fait courir au pays de coordonner, de rassembler leurs forces pour agir. Communiquer pour s'organiser et agir sera le deuxième thème de l'exposé.

Enfin, l'horizon unique vers lequel sont tournés les regards, les espoirs de tous les Résistants est celui de la Libération du pays (écraser définitivement le nazisme et le fascisme) pour rendre la parole au peuple, seul souverain pour décider des institutions et de l'organisation nouvelle du pays. Mais encore faut-il que ce peuple soit acteur de la Libération. Communiquer pour se libérer sera le troisième thème.

Communiquer pour faire savoir et faire réagir

Dire son refus, le faire savoir et exposer des raisons et des voies possibles pour la continuation du combat passe pour tous les résistants, d'abord à s'autoriser à penser librement et à prendre ou reprendre de mille manières la parole confisquée : refuser de croire, désobéir.

Pour ceux, hors de France, la radio sera l'outil de communication essentiel pour s'adresser prioritairement aux habitants de France et de l'Empire.

C'est d'Angleterre le 18 juin sur les ondes de la radio anglaise (BBC) que le général de Gaulle répond à l'appel radiodiffusé la veille de Pétain demandant à l'armée française de cesser le combat. À l'opposé du nouveau chef du gouvernement français, il expose les raisons de continuer le combat aux côtés de l'allié anglais au sein d'une armée française nouvelle et d'être certain de la victoire.

C'est par le canal des ondes de la radio anglaise offerte par Winston Churchill que le général de Gaulle peut se faire connaître (en premier lieu en métropole et dans l'Empire), rassembler les premières forces éparses de volontaires pour mettre sur pieds les Forces Françaises Libres (FFL) et engager la construction de la France Libre. C'est par ce média qu'en personne, ou par l'intermédiaire de son représentant, qu'il continuera de s'adresser au peuple (près de 80 fois) chaque jour 5' au cours de l'émission « Honneur et patrie ». Sa popularité radiophonique est telle que la

propagande ennemie tente de la moquer en l'affublant du sobriquet de « général micro ».

Cet appel à la désobéissance, un acte inouï pour un militaire, peu entendu jamais reproduit est cependant l'acte fondateur du mouvement de la Résistance à l'extérieure. En 1943, l'appel deviendra la référence commune à toute la Résistance, intérieure et extérieure, lors de la réalisation de son union et de son unité autour de son auteur. Une force, désormais, incontournable pour les Alliés.

La radio est un outil de communication que ne cessera de développer le général de Gaulle et la France Libre avec le souci constant de préserver l'indépendance et la souveraineté française face aux Alliés : création de Radio Brazzaville, puis de Radio Alger.

D'autres émissions produites par la section française de la BBC (des équipes indépendantes de la France Libre) jouent aussi un rôle important dans la diffusion d'une pensée libre. Leurs émissions quotidiennes font alterner informations, variétés et humour dont la célèbre chanson « Radio Paris ment... » œuvre de Jean Oberlé.

Enfin ne pas oublier que d'autres stations libres émettant sur la France sont aussi écoutées : Radio Sottens de Suisse ; Radio Vatican ; et surtout Radio Moscou (dont la grande voix de la section française est celle de l'écrivain Jean-Richard Bloch).

La force de la radio se mesure dans sa capacité à faire réagir : des centaines de milliers de V tracés dans l'espace public en France suite au lancement de la campagne des V (de la victoire) lancée sur les ondes de la BBC en mars 1941.

A l'intérieure, ceux qui refusent sont animés par la même volonté que le général de Gaulle d'exprimer les raisons de leur refus et de les faire connaître par un appel. Privés du média puissant et insaisissable

qu'est la radio, ils ont recours à divers procédés de communication plus ou moins improvisés ou artisanaux.

Pour certains comme les généraux Delestraint ou Cochet, leur refus est exprimée par une déclaration ou un exposé oral devant un public choisi.

Pour d'autres l'écrit s'impose :

- Un texte manuscrit recopié manuscritement en chaîne : ce sont *L'Homme Libre* de Jean-Baptiste Lebas ou le texte tract d'Edmond Michelet ;

- un texte reprographié avec un duplicateur telle une ronéo : ce sont les textes tracts « Peuple de France » de Charles Tillon ou de Danièle Casanova ; ou le premier numéro de *Libération* (Nord) de Christian Pineau ;

- Un texte reproduit en masse par des presses typographiques : ce sont le tract « Peuple de France » signé Duclos – Thorez ; le premier numéro de *Pantagruel* de Raymond Deisse ou de *Résistance* du mouvement du Musée de l'Homme.

Ces feuillets parfois diffusés par envoi postal sont le plus souvent distribués sous le manteau, à la volée dans la rue.

Ces premiers textes, à l'instar de l'Appel du 18 juin sont tous à l'origine des organisations et des mouvements de la Résistance : pouvoir d'éclairer les consciences, de convaincre et d'entraîner dans l'action des forces éparses, désorganisées, désorientées.

Nous y reviendrons.

Les discours du général de Gaulle ou de son représentant à la BBC, les premiers feuillets clandestins et les premiers appels circulent entre les deux pôles de la Résistance : un mouvement qui marque la première phase de connaissance et de reconnaissance entre eux.

Le premier pas franchi, cette première prise de parole (prononcée ou écrite) est toujours suivie de bien d'autres sous de multiples formes.

A l'extérieur, la force du verbe du général de Gaulle (et d'autres Français Libres,

comme Maurice Schumann ou Pierre Brossolette) ne s'exprime pas seulement sur les ondes de la BBC : conférences de presse ; grands meetings dans les terres libérées de l'Empire, ou rassemblements annuels à Londres puis à Alger célébrant l'Appel du 18 juin, etc. Elle s'affirme aussi dans la multiplication et la diversification des médias dont la publication, dès août 1940, d'un Bulletin officiel de la France Libre (transformé en 1941 en Journal Officiel), l'édition de revues et de brochures, de timbres postaux à l'effigie de la France Libre, d'affiches dont celle placardée sur les murs de Londres en août 1941 et devenue célèbre par son texte toujours confondu avec celui de l'appel du 18 juin.

Cette œuvre de conviction est développée en direction des populations de l'Empire et de la métropole mais aussi des opinions publiques des pays alliés via les comités de soutien à la France Libre dans le monde : une nécessité de gagner leur appui afin que leurs gouvernements reconnaissent la légitimité de la Résistance française.

Ce formidable travail de communication est réalisé à Londres par un service d'information et de propagande animé à partir de 1942 par Jean-Louis Crémieux-Brilhac.

A l'intérieur, le tableau est similaire mais les moyens sont beaucoup plus modestes et l'omniprésence des forces de répression ennemies imposent d'autres formes.

Ceux qui refusent, les résistants, pour faire savoir et faire réagir se réapproprient l'espace public :

- Ils lacèrent les affiches, détournent leurs messages de propagande par des inscriptions ou le collage de papillons.
- Ils prennent la parole en public sur les marchés, devant les files d'attente des magasins, etc.
- Ils manifestent sur la voie publique malgré les interdictions soit pour montrer leur attachement à la Patrie (célébrations du 11 novembre, du 14 juillet, de Valmy

ou protestations pour le retour des PG ou le départ en Allemagne de requis au STO) soit pour revendiquer leur droit à la dignité lors de rassemblements de ménagères protestant contre les pénuries, de grèves ou de la célébration du 1^{er} mai.

Ils s'attachent aussi à battre en brèche l'attitude de résignation d'une partie de la population (redonner l'espérance) par l'édition et la diffusion clandestines en masse de feuilles qui informent et donnent à penser.

Une production évaluée à plusieurs centaines de millions :

- de tracts ;
- de journaux (plus de 1 200 titres différents en français mais aussi en langues régionales ou en langues étrangères) ;
- de revues (comme *La pensée libre* fondée à l'automne 1940 par Jacques Decour et Georges Poltizer, dont la chute entrainera la création des Éditions de minuit) ;
- de brochures (comme *Pages d'histoire* du mouvement IV^{ème} République reproduisant les discours du général de Gaulle) ;
- de livres (classiques interdits de la littérature reproduit par les FTP du Lot dans la collection « Bibliothèque française » ou inédits tel le Silence de la mer de Jean Bruller alias Vercors que la censure interdirait édités par les Éditions de minuit).

La conquête de la population avec l'objectif de refonder une opinion publique (informée et pensant librement) passe aussi par des gestes hardis. Un groupe de résistants lyonnais contrefait un grand quotidien régional collaborateur. Il substitue une nuit dans les services de messagerie leur contrefaçon à l'original. La supercherie n'est découverte que bien des heures après la mise en vente du journal dans les kiosques le matin.

A partir de 1942, grâce au mouvement d'union et d'unité des deux pôles de la Résistance, ce front résistant de l'information est renforcé, démultiplié. Jean Moulin installe XXX un bureau de presse et d'information (BIP) XXX. Les

informations circulent entre l'intérieur et l'extérieur, s'enrichissent. La force d'impression et de diffusion de paroles libres de la résistance intérieure est accrue. Elles donnent à entendre (et à rendre encore plus crédible) non plus des voix de résistance mais celle de la Résistance. (NB Simon de Valmy sur les ondes de la BBC) Enfin, ne pas oublier que durant les 4 années de guerre et d'occupation en France, les services anglais parachutent en masse au-dessus du pays des milliers d'imprimés en français de même nature dont un journal d'information *Le courrier de l'Air* récupéré et distribué clandestinement par les résistants.

Communiquer Pour s'organiser et agir

Pour parer aux coups de l'ennemi, réduire sa capacité de nuisance, l'affaiblir pour le vaincre nécessite non seulement pour les résistants de se rassembler et s'organiser mis aussi de développer des structures et des formes de combat particulières dans les domaines de la communication et des communications.

À l'évidence s'impose pour eux le besoin de connaître l'ennemi et d'organiser pour cela des services de renseignements.

Dès l'été 1940, des Français, sur tout le territoire s'emploient à recueillir des informations de toutes natures (militaires, économiques, politiques, etc.) en observant ou en infiltrant (à tous les niveaux) les forces et les services des occupants et de l'État français.

Les renseignements sont dans un premier temps de différentes manières (radio, bateau, etc.,^o communiqués aux Alliés (Anglais en premier lieu) (NB Loire Atlantique Georges France 31) à la France Libre qui a créé à Londres son propre service de renseignement le BCRA (XXX) (NB en Loire Atlantique Nemrod et Honoré d'Estienne d'Orves)

À partir de 1942 les organisations de la Résistance, mieux structurée, développent pour leurs propres actions sur le territoire national (en particulier la lutte armée) des

services de renseignements spécifiques qui alimentent à tous les échelons les directions politiques et militaires des réorganisations ;

Ce travail de renseignements est essentiel pour l'action des résistants :

Il est une des sources utilisé par la presse clandestine pour informer la population. Il est la base de l'information et de la formation à l'interne des résistants combattants sur tous les fronts : à l'origine d'éditions nombreuses très documentées pour la réalisation de faux-papiers, d'instructions pour le maniement des armes ou la confection d'explosifs, l'organisation de maquis et autres techniques de combat telle la guérilla urbaine, etc.).

Il permet de déjouer les pièges de la répression militaire et policière ou des persécutions (annonce des opérations de police, des rafles, dénonciation des traîtres, etc.?)

Il permet de préparer et de réussir les actions notamment celles qui visent les systèmes ennemis de communication (type fichiers) et de communications (voies de communications, matériel de transport ou de transmission, etc.) .

Pour ce faire

entre ceux qui collectent le renseignement et ceux qui le recueillent

Entre ceux qui le recueillent et ceux qui le diffusent

Entre ceux qui organisent et ceux qui agissent sur le terrain nécessité d'agents de liaison

- Connaître l'ennemi : renseignements : FL Bora Honoré d'Estienne d'Orves ; tous mouvements ; Alliés ; FL/Résistance intérieure
- Se renseigner
- Détruire outils ennemis (fichiers – transmission – transports, etc.)
- Informer : former : publications internes cahiers/ventes/consignes... (liaison à l'interne : manuel de faussaire ; CAD STO

- S'informer : coordonner : liaison entre mouvement / intérieur – extérieur ; réunion ; agents de liaison (info – consignes – textes ...) à l'interne mouvements coord. Int/ext BOA

Ne pas ou plus communiquer

Ne pas oublier activité dans l'internement
Ecrits clandestins (lettres messages graffitis) – info (radio – journaux)
Famille – avocat – gardiens – prêtres
Répercussion PC – Radio Londres
Témoigner Abbé Moyon

Communiquer pour se libérer (de Gaulle 6 juin, C'est la bataille de France, c'est la bataille de la France)
Ensemble moyens formes déjà vu, ensemble concours à

- Préparer la mobilisation de la Résistance, de la population
- Neutraliser, anéantir ennemis
- Organiser les forces insurgées dans le combat et l'appui et coordonner avec forces françaises et alliées débarquées

CNR programme – CDL CLL

Des lib fond droits mais instruits dans ce combat enrichissement lib de prises expression

-presse ord 45 + ref éthique

Suffrage universel – vote femmes

Lib droits préambule constit 46

Rappel vigilance

Seule l'exercice + large démo garanti

Seule inst cult et portée sociale grande démo réelle.

(2 sens du terme : tout ce qui permet aux hommes dans la sphère privée et sociale de se lier et de relier librement leurs activités dans les domaines économiques, social, politique et culturel. Aujourd'hui mot englobant, totalisant : circulation, transport, transmission, information, réclame, manifestation, exposition, conférence, exposé, courrier, etc. Modes et moyens).

* Alsaciens et Mosellans sont devenus Allemands et les habitants de 13 communes alpines frontalières sont devenus Italiens.

* les terres de l'Empire, à l'exception de l'Indochine se libèrent ou sont libérées au cours des deux premières années de la guerre et la Corse se libère en octobre 1943

Les autres habitants de France, sous le joug de dictatures nationales et étrangères : Français, ils ne sont plus des citoyens mais des sujets du nouvel État; Étrangers et immigrés, à l'instar des juifs (français ou "étrangers"), ils deviennent des réprouvés et des boucs émissaires présentés comme les responsables de la défaite.

* situation similaire en zone d'occupation italienne via la commission de contrôle de l'armistice siégeant à Turin, mais dans une moindre mesure et surtout sur un temps plus court : novembre 1942 – septembre 1943.

* Après novembre 1942, quelques titres repliés en zone non-occupée depuis l'été 1940 comme *Le Temps*, *Le Figaro*, *Le Progrès* se sabordent.

Les Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant

Carrière des Fusillés- La Sablière - 44110 Châteaubriant - France

Tél. : +33 (0) 2 40 28 60 36 - Courriel : contact.musee.resistance@orange.fr

Site internet : <http://www.musee-resistance-chateaubriant.fr/>